RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025

TABLE DES MATIÈRES

1 ÉTENDUE DU RAPPORT DE GESTION 1
2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS 1
3 PROFIL DE L'ENTREPRISE 2
3.1 Aperçu de l'industrie 3
3.2 Stratégie de l'entreprise 4
3.3 Événements récents 4
4 FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS 5
5 RÉSULTATS D'EXPLOITATION 6
5.1 Revenus 6
5.2 Marge brute 8
5.3 Charges d'exploitation 9
5.4 Charges financiers 10
5.5 Impôts sur le résultat 10
5.6 Résultat net 11
6 INFORMATION TRIMESTRIELLE 11
7 SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT 11
7.1 Activités d'exploitation 12
7.2 Activités d'investissement 12
7.3 Activités de financement 13
8 MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX IFRS 13
9 CAPITAL SOCIAL EN CIRCULATION (10 JUIN 2025) 14
10 STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, SOCIÉTÉ ET GOUVERNANCE (ESG) 15
11 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS IMPORTANTS 15
12 INSTRUMENTS FINANCIERS 17
13 RISQUES ET INCERTITUDES 18
14 ÉVENTUALITÉ 19
15 CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE 19
16 INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE 20

RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025

1 ÉTENDUE DU RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Technologies D-BOX inc. et ses filiales ainsi que les éléments-clés de ses résultats financiers. Il explique notamment l'évolution de la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025 en les comparant aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Il présente également une comparaison des bilans aux 31 mars 2025 et 31 mars 2024.

Le présent rapport de gestion, préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, doit être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2025 et les notes afférentes. Sauf indication contraire, les termes « Société » et « D-BOX » font référence à Technologies D-BOX inc.

Les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2025 de même que le présent rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration de la Société le 10 juin 2025. Sauf indication contraire, tous les montants dont il est question dans le rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion pourraient constituer des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs peuvent notamment inclure des énoncés au sujet de la Société, de ses projets, ses activités, ses objectifs, ses opérations, sa stratégie, ses perspectives commerciales, ses résultats financiers et de sa situation financière ou des hypothèses sous-jacentes à ceux-ci. Dans le présent rapport de gestion, les expressions telles que « pouvoir », « probable », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention », « planifier », « estimer » et des expressions similaires, leur mode conditionnel ou futur, et leur forme négative, servent à désigner des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sauraient être interprétés comme une garantie d'un rendement ou de résultats futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ce rendement futur se matérialisera ni comment ou à quel moment il pourra se matérialiser. De par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à de nombreux risques et incertitudes et sont fondés sur plusieurs hypothèses qui donnent lieu à la possibilité que les résultats réels puissent différer sensiblement des attentes de la Société exprimées ou sous-entendues dans les énoncés prospectifs. Aucune garantie ne peut être donnée que les événements prévus par les énoncés prospectifs se produiront, y compris, mais sans s'y limiter, les projets, les activités, les objectifs, les opérations, la stratégie, les perspectives commerciales, les résultats financiers et la situation financière de la Société.

Les énoncés prospectifs sont présentés dans ce rapport de gestion en vue de donner des renseignements sur les attentes et les plans actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et à d'autres parties de mieux comprendre le contexte dans lequel la Société exerce ses activités. Toutefois, les lecteurs sont mis en garde du fait que ces énoncés prospectifs peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les renseignements alors disponibles et/ou sur les croyances de bonne foi de la direction à l'égard d'événements futurs. Ils sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs imprévisibles connus et inconnus, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de D-BOX.

Les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes de la Société exprimées ou sous-entendues dans les informations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter : réglementation du commerce international ; concentration des clients ; dépendance à l'égard des fournisseurs ; performance du contenu ; taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain ; capacité à mettre en œuvre la stratégie ; préférences et tendances des consommateurs ; conditions politiques, sociales et économiques ; alliances stratégiques ; risque de crédit ; concurrence ; accès au contenu ; normalisation technologique ; besoins de financement futurs ; réseau de distribution ; endettement ; crises sanitaires mondiales ; garanties, rappels et réclamations ; dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail ; questions juridiques, réglementaires et litiges ; propriété intellectuelle ; sécurité et gestion de l'information ; et risque de réputation lié aux médias sociaux. Ces facteurs de risque et autres qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes exprimées ou sous-entendues dans les informations prospectives sont abordés à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui se trouve sur SEDAR à l'adresse www.sedarplus.ca. Sauf si les lois canadiennes sur les valeurs mobilières l'exigent, la Société n'a pas l'intention ni n'assume aucune obligation de mettre à jour ou de réviser les informations prospectives contenues dans la notice annuelle pour refléter des informations, événements, circonstances ou autres événements ultérieurs.

La Société met en garde les lecteurs que les risques énumérés ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles de la toucher. D'autres risques et incertitudes, pour l'instant non connus de la Société ou que celle-ci juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

3 PROFIL DE L'ENTREPRISE

D-BOX est un leader de la conception d'expériences haptiques et immersives. D-BOX est à l'avant-garde de l'innovation dans ce domaine, redéfinissant continuellement les limites des expériences de divertissement haptique et immersif. Nos solutions font appel au mouvement, à la vibration et aux textures pour stimuler les sens, offrant ainsi une façon unique d'engager et de stimuler l'imagination. D-BOX a collaboré avec des entreprises des secteurs du divertissement, de la simulation et de la formation afin d'offrir de nouvelles façons de rehausser le contenu. Notre technologie de mouvement rehausse une vaste gamme de médias, y compris les films, les jeux vidéo, la réalité virtuelle, la musique et la simulation professionnelle. La maîtrise unique de l'haptique par D-BOX permet la meilleure synchronisation possible des mouvements du corps avec l'image et le son.

L'intégration harmonieuse de ces trois composants garantit une synchronisation parfaite entre le mouvement, les images et le son, ce qui élève l'expérience de divertissement à de nouveaux sommets :

1. Les effets haptiques logiciel sont programmés sous forme de piste, image par image, dans le cas d'un contenu linéaire, ou programmés sous forme de bibliothèque pour un contenu interactif, en fonction de la télémétrie spécifique du contenu.
2. Un processeur haptique servant d'interface entre le contenu et le système haptique de D-BOX, est capable de reconnaître le contenu joué, quelle qu'en soit la source, et de l'associer au Code Haptique D-BOX approprié. Il permet ensuite aux systèmes haptiques D-BOX d'être synchronisés avec le contenu.
3. Le système haptique de D-BOX est composé, entre autres, d'actuateurs électromécaniques exclusifs intégrés à un siège, une plateforme ou autre type d'équipement.

Les sources de revenus actuelles de la Société comprennent principalement :

1. la vente ou la location de matériel D-BOX, notamment des actionneurs haptiques et des bases haptiques qui sont intégrés par des revendeurs, des intégrateurs et des fabricants d'équipement ou de sièges (connus sous le nom de fabricants d'équipement d'origine ou « OEM ») dans des fauteuils, des fauteuils inclinables, des sièges, des contrôleurs haptiques et des interfaces électroniques ou des serveurs, et qui commercialisent la technologie D-BOX sous leurs propres marques ;
2. l'octroi de licences pour le code haptique D-BOX dans les cinémas et les centres de divertissement qui sont équipés de systèmes haptiques D-BOX pour lire le contenu encodé par D-BOX. La Société perçoit également des revenus de maintenance liés à l'utilisation des systèmes haptiques.

Au 31 mars 2025, D-BOX comptait 97 employés comparativement à 100 employés au 31 mars 2024.

3.1 Aperçu de l'industrie

Clients du cinéma

L'industrie du cinéma continue de captiver le public dans le monde entier. En 2024, l'industrie était évaluée à 72,7 milliards de dollars américains, et les experts prévoient qu'elle enregistrera un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 5,3 % entre 2025 et 2034[1]. Les avancées technologiques et les expériences haut de gamme, telles que l'expérience D-BOX, sont des facteurs clés de la croissance de cette industrie. Ces innovations offrent au public une expérience cinématographique plus immersive, se démarquant ainsi des autres options de divertissement. L'économie de l'expérience, alimentée par les milléniaux et les jeunes générations, est un moteur important de cette croissance, tout comme l'essor des centres de divertissement. D-BOX étend stratégiquement sa présence en Amérique du Nord ainsi qu'à l'échelle internationale. L'industrie continue d'investir dans des écrans grand format de qualité supérieure et dans d'autres améliorations au niveau des sièges et de la technologie de mouvement immersif. Alors que les ventes de nouveaux modules à ce groupe de clients devraient rester essentiellement stables, avec un potentiel de croissance modeste, elles peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et d'une année à l'autre en raison de la nature variable de notre activité. . Cela dit, notre empreinte cumulée continue de croître, ce qui soutient notre flux de revenus provenant des droits d'utilisation.

La popularité des superproductions est un facteur essentiel de la performance globale de l'industrie du cinéma. Les studios s'orientent vers une stratégie de production de films moins nombreux, mais à fort impact. Nous pensons que cette stratégie s'aligne très bien avec la proposition de valeur de la société dans l'industrie du cinéma.

Clients de simulation et formation

La simulation et la formation haptiques offrent une occasion unique d'améliorer la sécurité en permettant aux opérateurs d'apprendre et de mettre en pratique de nouvelles compétences dans un environnement contrôlé sans risque d'accidents, de blessures, de dommages coûteux à de la machinerie dispendieuse et avec moins d'impact sur l'environnement dans de nombreux cas. Les industries de la construction, de l'automobile et de la défense sont trois secteurs dans lesquels la Société voit un potentiel de croissance dans la simulation et la formation par haptique, et ces secteurs réagissent positivement à l'expérience haptique de D-BOX. Les revenus de la simulation et de la formation ont augmenté de façon constante pour D-BOX au cours des trois derniers exercices, et les analystes de marché s'attendent à ce que le secteur' dans son ensemble continue de croître.

Clients de simulation de course

Au cours des dernières années, la simulation de course est passée d'un jeu de niche à un sport électronique légitime. L'adoption croissante de solutions d'entraînement virtuel pour les pilotes de course afin d'améliorer leurs compétences de conduite devrait être un facteur clé de la demande de simulateurs de course. Grâce à ses systèmes haptiques capables de reproduire les textures, la vélocité, les vibrations du moteur et le mouvement dynamique du véhicule, D-BOX a attiré l'attention de plusieurs partenaires de simulation de course de premier plan qui ont choisi d'intégrer les systèmes haptiques de D-BOX à leurs simulateurs, incluant Kindred Concepts et Mercedes-Benz.

[1] Selon Global Market Insights (GMI): www.gminsights.com

3.2 Stratégie de l'entreprise

La Société exerce ses activités au sein d'un seul secteur d'exploitation. D-BOX vend ses produits à des OEM, notamment des intégrateurs, des revendeurs et des distributeurs. En ce qui a trait spécifiquement aux revenus de ventes de systèmes, la Société analyse et discute de la performance de quatre groupes de clients : le cinéma en salle, la simulation et la formation, la simulation de course et les autres clients. Bien que D-BOX distribue les mêmes produits à tous les groupes de clients, elle reconnaît que ces groupes ont un effet disproportionné sur les revenus et, par conséquent, elle en discute séparément.

Les clients du secteur du cinéma comprennent les circuits commerciaux, les équipementiers et les studios. Les clients du secteur de la simulation et de la formation comprennent les équipementiers et les entités commerciales qui se spécialisent dans la formation des professionnels travaillant dans les secteurs de l'automobile, du transport, de la logistique, de l'aviation et de la construction, ainsi que dans certaines applications militaires. Les clients du secteur de la simulation de course comprennent des entités commerciales qui vendent des simulateurs de course au grand public et à certaines équipes de course professionnelles. Le groupe des autres clients comprend toutes les autres ventes aux parcs à thème, arcades, musées, planétariums, périphériques de jeux vidéo et coûts de transport.

Les éléments clés de la stratégie d'entreprise de la Société dans ces marchés sont les suivants :

- Augmenter la pénétration du marché dans trois groupes de clients clés : le cinéma, la simulation de course et la simulation et la formation ;
- Continuer à améliorer et à développer la technologie de mouvement haptique de D-BOX afin de maintenir notre présence en tant que leader des expériences haptiques et immersives en position assise;
- Conclure des partenariats commerciaux avec les leaders de ces marchés afin d'intégrer l'expérience haptique D-BOX à leurs produits et de commercialiser de nouveaux produits et de nouvelles applications;
- Prendre de l'expansion, stimuler la croissance dans les marchés existants en étendant les capacités et l'infrastructure existantes;
- Se concentrer sur l'excellence opérationnelle en contrôlant les coûts tout en continuant à fournir des expériences haptiques de pointe.

3.3 Événements récents

Tarifs douaniers américains

L'administration américaine a imposé un droit de douane minimum de 145 % sur certaines importations chinoises, à compter du 9 avril 2025. Le 14 mai 2025, le tarif minimum a été réduit à 30 %.

Selon les interprétations commerciales actuelles, la plupart des produits de D-BOX sont classés comme étant fabriqués au Canada et ne sont pas assujettis à ces tarifs, même s'ils intègrent des composantes chinoises. Un sous-ensemble de nos activités, représentant environ 2 % des ventes consolidées de D-BOX pour l'exercice 2025, est directement exposé aux tarifs douaniers, étant classé comme des produits de simulation de course d'origine chinoise vendus directement aux États-Unis. Cependant, la revente par des partenaires OEM augmente l'exposition indirecte. En raison de la visibilité limitée de l'ampleur de ces ventes en aval, l'incertitude demeure quant aux risques tarifaires de la société. Cela pourrait affecter la demande de D-BOX, les volumes de commandes et la performance financière au fil du temps.

La Société continue de surveiller l'évolution des politiques commerciales et d'évaluer leur impact potentiel. Bien qu'elle soit financièrement positionnée pour gérer ces risques et qu'elle explore activement des stratégies d'atténuation, il n'y a aucune garantie que ces efforts compenseront entièrement les effets potentiels. L'augmentation des tarifs douaniers, l'apparition de nouvelles barrières commerciales ou la modification de la classification des produits pourraient avoir des répercussions importantes sur les activités et les résultats de l'entreprise.

4 FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS

Faits saillants pour la période de trois mois close le 31 mars 2025

- Les revenus totaux ont diminué de 15 % pour atteindre 8,6 millions de dollars, contre 10,2 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Les revenus des droits d'utilisation, de location et de maintenance ont augmenté de 5 % pour atteindre 2,2 millions de dollars, contre 2,1 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Les revenus de la vente de systèmes ont diminué de 21 % pour atteindre 6,4 millions de dollars, contre 8,1 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Le résultat net est restée stable à 0,7 million de dollars, comparativement à l'exercice précédent.
- Le BAIIA ajusté* a augmenté pour atteindre 1,6 million de dollars, contre 0,6 million de dollars à l'exercice précédent.
- La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 7,8 millions de dollars au 31 mars 2025 comparativement à 2,9 millions de dollars au 31 mars 2024.
- Après la fin de l'année, le 4 juin 2025, la Société a annoncé un changement de PDG.

Faits saillants pour la période de douze mois close le 31 mars 2025

- Les revenus totaux ont augmenté de 8 % pour atteindre 42,8 millions de dollars, contre 39,6 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Les revenus des droits d'utilisation, de location et de maintenance ont augmenté de 27 % pour atteindre 11,0 millions de dollars, contre 8,7 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Les revenus de la vente de systèmes ont augmenté de 3 % pour atteindre 31,8 millions de dollars, contre 30,9 millions de dollars à l'exercice précédent.
- Le résultat net a augmenté pour atteindre 3,9 millions de dollars, contre 1,1 million de dollars à l'exercice précédent.
- Le BAIIA ajusté* a augmenté de 139 % pour atteindre 7,3 millions de dollars, contre 3,1 millions de dollars à l'exercice précédent.
- La Société a remboursé le solde de son prêt BDC dans une série de paiements totalisant 0,9 million de dollars.

	Périodes de trois mois closes les 31 mars			Périodes de douze mois closes les 31 mars		
	2025	2024	Var. (%)	**2025**	2024	Var. (%)
Revenus	**8 609**	10 179	(15 %)	**42 787**	39 597	8 %
Résultat net	**720**	585	23 %	**3 858**	1 058	265 %
BAIIA ajusté*	**1 578**	620	155 %	**7 311**	3 056	139 %
Résultat de base et dilué par action	**0,003**	0,003	23 %	**0,017**	0,005	264 %
	Au 31 mars 2025			**Au 31 mars 2024**		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**7 812**			2 916		

* Se référer à la rubrique « Mesures de performance non conformes aux IFRS » dans la section 9.

5 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

5.1 Revenus

Le tableau suivant présente les revenus pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025 en les comparant avec la période correspondante de l'exercice précédent :

	Périodes de trois mois				Périodes de douze mois			
	2025	2024	Var. ($)	Var. (%)	**2025**	2024	Var. ($)	Var. (%)
Revenus								
Ventes de systèmes								
Théâtre	**992**	4 443	(3 451)	(78 %)	**10 362**	11 305	(943)	(8 %)
Simulation et formation	**2 408**	1 635	773	47 %	**8 606**	8 825	(219)	(2 %)
Simulation de course	**2 682**	1 290	1 392	108 %	**10 020**	7 112	2 908	41 %
Autre	**286**	685	(399)	(58 %)	**2 771**	3 656	(885)	(24 %)
Total des ventes de systèmes	**6 368**	8 053	(1 685)	(21 %)	**31 759**	30 898	861	3 %
Droits d'utilisation, location et maintenance	**2 241**	2 126	115	5 %	**11 028**	8 699	2 329	27 %
Revenus totaux	**8 609**	10 179	(1 570)	(15 %)	**42 787**	39 597	3 190	8 %

Période de trois mois close le 31 mars 2025

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, les revenus ont diminué de 15 % pour atteindre 8,6 millions de dollars, contre 10,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent qui s'explique en grande partie par une diminution des ventes de systèmes auprès des clients du secteur des salles de cinéma.

Les ventes de systèmes aux salles de cinéma ont diminué 78 % pour atteindre 1,0 million de dollars, contre 4,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse reflète une comparaison particulièrement forte avec l'année précédente, qui a bénéficié d'une concentration exceptionnelle des ventes au cours des derniers mois de l'année, et d'une meilleure performance sur les marchés internationaux.

Les ventes de systèmes aux clients de la simulation et formation ont augmenté 47 % pour atteindre 2,4 millions de dollars, contre 1,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à un retard dans l'exécution de certaines commandes au cours de l'année, qui ont par la suite été complétées au cours du trimestre. Au cours du trimestre, la société a commencé à commercialiser son nouveau produit G3 flex, fabriqué au Canada et vendu principalement sur ce marché, ce qui a également contribué à stimuler les ventes au cours du trimestre.

Les ventes de systèmes aux clients de la simulation de course ont augmenté 108 % pour atteindre 2,7 millions de dollars, contre 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est due en grande partie à la croissance de ce groupe de clients ainsi qu'à la force du dollar américain au cours de la période actuelle par rapport à l'année précédente.

Les ventes de systèmes aux autres clients ont diminué 58 % pour atteindre 0,3 million de dollars, contre 0,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due à l'abandon du marché de la vente directe aux consommateurs.

Les revenus de droits d'utilisation, location et maintenance qui ont augmenté 5 % pour atteindre 2,2 millions de dollars, contre 2,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette augmentation est principalement due aux

bons résultats de *Captain America: Brave New World, Sonic the Hedgehog 3* et *Mufasa : The Lion King* en D-BOX, comparativement à une liste de films plus faible pour la période correspondante de l'exercice précédent. La liste de films, combinée à des mouvements favorables des taux de change, a entraîné une augmentation globale des revenus de droits d'utilisation, location et maintenance. Il est important de considérer que cette performance des revenus de droits d'utilisation, location et maintenance est fortement influencée par le caractère saisonnier de l'industrie cinématographique, et que ces résultats pourraient ne pas être reproduits au cours des trimestres suivants.

Période de douze mois close le 31 mars 2025

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les revenus ont augmenté de 8 % pour s'établir à 42,8 millions de dollars, comparativement à 39,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est due en grande partie à l'augmentation des droits d'utilisation, location et maintenance.

Les ventes de systèmes aux salles de cinéma ont diminué 8 % pour atteindre 10,4 millions de dollars, contre 11,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette diminution est imputable à deux déploiements multi-écrans qui ont eu lieu au cours de la période comparative et qui n'ont pas été reproduits pendant l'année en cours. Ces deux déploiements ont eu lieu dans deux circuits différents : l'un en Amérique latine et l'autre en Australie. La légère décélération des ventes de systèmes au cours de l'exercice 2025 met en évidence la nature variable de notre activité. Néanmoins, nous continuons à étendre notre empreinte, à renforcer notre présence sur le marché et à consolider notre position de leader auprès des clients du secteur du cinéma. Avec un total de 1 012 écrans actifs à la fin de l'année, soit une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente, ce qui favorise la croissance de nos redevances.

Les ventes de systèmes aux clients de la simulation de course ont diminué 2 % pour atteindre 8,6 millions de dollars, contre 8,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette baisse est principalement due au délai de certaines commandes en anticipation du lancement du produit G3 flex.

Les ventes de systèmes aux clients de la simulation de course ont augmenté 41 % pour atteindre 10,0 millions de dollars, contre 7,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette augmentation est due en grande partie à la croissance de ce groupe de clients, soutenue par l'expansion continue des centres de simulation de course et par nos partenariats renforcés avec Advanced Sim Racing et F1 Arcade, ainsi qu'à la force du dollar américain au cours de la période actuelle par rapport à l'année précédente.

Les ventes de systèmes aux autres clients ont diminué 24 % pour atteindre 2,8 millions de dollars, contre 3,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette baisse est due à la sortie prévue du marché du matériel de vente directe au consommateur (DTC), annoncée en février 2024, dans le cadre de notre concentration sur les canaux commerciaux les plus performants. Sans cet impact, les ventes totales de systèmes pour l'exercice 2025 auraient augmenté de plus de 10 % d'une année sur l'autre.

Les revenus de droits d'utilisation, location et maintenance qui ont augmenté 27 % pour atteindre 11,0 millions de dollars, contre 8,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette augmentation est due à deux facteurs principaux : notre présence mondiale croissante (augmentation de 9 % du nombre d'écrans d'une année sur l'autre) et la force du dollar américain par rapport au dollar canadien (augmentation de 0,3 million de dollars).

5.2 Marge brute

Le tableau suivant présente le rapprochement de la marge bénéficiaire brute à la marge brute pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025 :

	Périodes de trois mois		Périodes de douze mois	
	2025	2024	2025	2024
Revenus	**8 609**	10 179	**42 787**	39 597
Marge brute	**4 661**	4 734	**22 327**	18 660
Marge bénéficiaire brute*	**54 %**	47 %	**52 %**	47 %

* Se référer à la rubrique « Mesures de performance non conformes aux IFRS » dans la section 9.

Période de trois mois close le 31 mars 2025

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, la marge brute est restée stable à 4,7 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, la marge bénéficiaire brute a augmenté pour se fixer à 54 %, comparativement à 47 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge bénéficiaire brute est due à la proportion plus élevée (répartition du marché) des revenus de droits d'utilisation, location et maintenance par rapport aux revenus totaux au cours de la période et l'impact favorable des taux de change par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Période de douze mois close le 31 mars 2025

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, la marge brute a augmenté pour se fixer à 22,3 millions de dollars, contre 18,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par l'augmentation des revenus et une augmentation de la marge bénéficiaire brute pour la période close le 31 mars 2025.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, la marge bénéficiaire brute a augmenté pour atteindre 52 %, comparativement à 47 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge est due à la proportion plus élevée (répartition du marché) des revenus de droits d'utilisation, location et maintenance par rapport aux revenus totaux au cours de la période et l'impact favorable des taux de change par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute a également augmenté en raison de l'impact de l'abandon du marché de la vente directe au consommateur, qui génère des marges plus faibles, annoncé précédemment en février 2024.

5.3 Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations relatives aux charges d'exploitation pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent :

	Périodes de trois mois			Périodes de douze mois		
	2025	2024	**Var. (%)**	**2025**	2024	**Var. (%)**
Frais de ventes et marketing	**1 242**	1 681	(26 %)	**6 595**	6 741	(2 %)
% des revenus	14 %	17 %		15 %	17 %	
Frais d'administration	**1 328**	1 748	(24 %)	**6 405**	6 743	(5 %)
% des revenus	15 %	17 %		15 %	17 %	
Frais de recherche et développement	**1 099**	1 055	4 %	**4 376**	3 942	11 %
% des revenus	13 %	10 %		10 %	10 %	
Profit sur cession d'actifs	**–**	(478)	(100 %)	**–**	(478)	(100 %)
% des revenus	– %	(5 %)		– %	(1 %)	
Perte de change	**206**	46	348 %	**615**	57	979 %
% des revenus	2 %	— %		1 %	– %	
Total des charges d'exploitation	**3 875**	4 052	(4 %)	**17 991**	17 005	6 %
% des revenus	45 %	40 %		42 %	43 %	

Frais de ventes et marketing : Les frais de ventes et marketing se composent principalement des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur des actions, des honoraires professionnels, des frais de publicité et du matériel promotionnel aux points de vente et des frais de participation à des foires commerciales. Ils incluent aussi les frais relatifs aux codes de mouvement et autres frais de marketing.

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, les frais de ventes et marketing ont diminué de 26 % pour s'établir à 1,2 million de dollars (14 % des revenus), comparativement à 1,7 million de dollars (17 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à une réduction temporaire des effectifs, combinée à une diminution des dépenses en matériel de point de vente au cours du trimestre.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les frais de ventes et marketing ont diminué de 2 % pour s'établir à 6,6 millions de dollars (15 % des revenus), comparativement à 6,7 millions de dollars (17 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement due à une réduction temporaire des effectifs.

Frais d'administration : Les frais d'administration se composent notamment des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur des actions, les coûts de l'infrastructure informatique, les frais d'assurance, les honoraires d'audit, des honoraires professionnels et des autres frais généraux et administratifs.

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, les frais d'administration ont diminué de 24 % pour s'établir à 1,3 million de dollars (15 % des revenus), comparativement à 1,7 million de dollars (17 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette diminution est due à une combinaison de facteurs, notamment la réduction des honoraires du conseil d'administration en raison de la diminution du nombre de ses membres, la réduction des dépenses en informatique et la réduction des honoraires de recrutement.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les frais d'administration ont diminué de 5 % pour s'établir à 6,4 millions de dollars (15 % des revenus), comparativement à 6,7 millions de dollars (17 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédente. Cette diminution est due à une réduction des honoraires du conseil d'administration en raison de la diminution du nombre de ses membres et de la réduction des dépenses en informatique.

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et développement incluent principalement les coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur des actions, l'amortissement de certains immobilisations incorporelles, les autres coûts liés à l'amélioration des produits existants et à l'adaptation des produits aux diverses normes internationales, moins les crédits d'impôt à l'investissement.

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2025, les frais de recherche et développement ont augmenté de 4 % pour atteindre 1,1 million de dollars (13 % des revenus) contre 1,1 million de dollars (10 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les frais de recherche et développement ont augmenté de 11 % pour atteindre 4,4 millions de dollars (10 % des revenus) contre 3,9 millions de dollars (10 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Dans les deux cas, l'augmentation est due à des projets liés à la prochaine génération d'actionneurs et au développement de logiciels.

Profit sur cession d'actifs : Le profit sur cession d'actifs consiste en un profit sur la vente d'une participation, comptabilisé dans les autres actifs. Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, le profit sur cession d'actifs s'est élevé à zéro, contre 0,5 million de dollars pour les périodes correspondantes de l'année précédente.

Perte (profit) de change : La perte de change résulte principalement de l'incidence de la fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur la conversion des opérations libellées en dollars américains au cours en vigueur le jour de la transaction, et des actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains au cours de clôture. La perte de change inclut la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés au change.

Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, la perte de change s'est élevé à 0,2 million de dollars, et 0,6 million de dollars, respectivement, contre zéro et 0,1 million de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédente, respectivement.

Aide gouvernementale: Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, la Société a comptabilisé une aide gouvernementale de diverses entités gouvernementales d'un montant de 0,2 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, par rapport à 0,2 million de dollars et 0,6 million de dollars pour les périodes correspondantes de l'année précédente.

5.4 Charges financiers

Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, les charges financières nettes des produits d'intérêt se sont élevées à 0,1 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, comparativement à 0,1 million de dollars et 0,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, respectivement. Ces réductions sont dues à une diminution du taux d'intérêt variable de certaines facilités de crédit de la Société, ainsi qu'à une utilisation réduite de la ligne de crédit tout au long de l'année en cours, par rapport à l'exercice précédente.

5.5 Impôts sur le résultat

En ce qui concerne la comptabilisation des impôts différés, la Société a conclu qu'une provision pour moins-value équivalente aux montants des actifs d'impôts différés devait être comptabilisée. La charge d'impôts sur le résultat, une fois réalisée, concerne les opérations internationales de D-BOX effectuées dans des pays sous des juridictions fiscales différentes.

5.6 Résultat net

Pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2025, le résultat net s'est élevé à 0,7 millions de dollars (résultat de base et dilué par action de 0,003 $) et à 3,9 million de dollars (résultat de base et dilué par action de 0,017 $), comparativement à 0,6 million de dollars (résultat de base et dilué par action de 0,003 $) et à 1,1 million de dollars (résultat de base et dilué par action de 0,005 $) pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

6 INFORMATION TRIMESTRIELLE

Les résultats d'exploitation pour chacun des huit derniers trimestres sont présentés dans le tableau suivant, les chiffres de l'exercice 25 T1 et de l'exercice 25 T2 ont été révisés pour refléter l'impact du bail modifié enregistré dans la période comparative (voir la note 2 des états financiers consolidés) :

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les données par action)

	2025				2024			
	T4	**T3**	**T2**	**T1**	**T4**	**T3**	**T2**	**T1**
Vente de systèmes	**6 368**	10 136	8 929	6 326	8 053	6 657	8 708	7 480
Droits d'utilisation, location et maintenance	**2 241**	3 163	3 188	2 436	2 126	1 418	2 144	3 011
Revenus totaux	**8 609**	13 299	12 117	8 762	10 179	8 075	10 852	10 491
BAIIA ajusté*	**1 578**	2 565	2 905	263	619	90	1 092	1 257
Résultat net	**720**	1 531	2 026	(419)	585	(425)	402	496
Résultat de base et dilué par action	**0,003**	0,007	0,009	(0,002)	0,003	(0,002)	0,002	0,002
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	**220 757**	220 381	220 227	220 227	220 227	220 227	220 227	220 227

* Se reporter à la rubrique « Mesures de performance non conformes aux IFRS » dans la section 9.

7 SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le tableau suivant présente certaines données financières importantes des bilans consolidés au 31 mars 2025 et au 31 mars 2024 :

	Au 31 mars 2025	**Au 31 mars 2024**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**7 812**	2 916
Stocks	**5 609**	7 188
Actif total	**28 423**	24 510
Passifs courants	**7 655**	6 620
Passif total	**12 156**	12 415
Capitaux propres	**16 267**	12 095

Le fonds de roulement a augmenté de 3,2 millions de dollars pour atteindre 13,4 millions de dollars au 31 mars 2025, contre 10,2 millions de dollars au 31 mars 2024. Cette augmentation est attribuable à une augmentation des flux de trésorerie générés par les opérations au cours de la période, ce qui se traduit par une augmentation de la trésorerie au 31 mars 2025.

Les stocks ont diminué de 1,6 million de dollars pour atteindre 5,6 millions de dollars au 31 mars 2025, contre 7,2 millions de dollars au 31 mars 2024. Cette baisse est due à la liquidation des anciennes générations de produits et à la transition de nos

clients vers nos produits plus récents, les actionneurs G3 flex et G5. Les récentes offres de produits de la Société sont conçues pour donner la priorité aux ventes en volume d'une taille unique, par opposition aux gammes de produits hautement personnalisables qui étaient offert auparavant. Cette évolution s'est traduite par une diminution des niveaux de stocks, car moins de composants sont inventoriés.

Les passifs courants ont augmenté de 1,0 million de dollars pour atteindre 7,7 millions de dollars au 31 mars 2025. La variation est attribuable à l'augmentation des instruments financiers dérivés de 0,4 million de dollars, partiellement compensée par la diminution de la partie à court terme de la dette à long terme. L'augmentation des instruments financiers dérivés est due à la hausse des taux de change depuis le 31 mars 2024, affectant certains contrats de change. La différence restante est attribuable à l'augmentation des produits différés provenant de commandes clients pas encore livrées à la fin de l'exercice. Le passif total a diminué de 0,3 million de dollars en raison de la signature d'un renouvellement de bail au cours de la période comparative, ce qui a donné lieu à une augmentation du passif de 3,6 millions de dollars dans la période comparatif, ainsi qu'à un actif de droit d'utilisation du même montant. Au 31 mars 2025, la dette à long terme, y compris la partie à court terme, s'élevait à 1,2 million de dollars, contre 2,5 millions de dollars au 31 mars 2024. La diminution est due aux paiements effectués pour rembourser la dette de la BDC qui avait des intérêts variables affectant les flux de trésorerie de la Société.

Les capitaux propres ont augmenté de 4,2 million de dollars pour atteindre 16,3 millions de dollars au 31 mars 2025, contre 12,1 millions de dollars au 31 mars 2024. Cette augmentation découle principalement du résultat net de 3,9 million de dollars pour la période de douze mois close le 31 mars 2025.

Le tableau suivant présente certaines données financières importantes pour les périodes de douze mois closes le 31 mars 2025 en les comparant avec les périodes correspondantes de l'exercice précédent :

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens)

	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**7 325**	3 125
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(1 165)**	(388)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(1 413)**	(2 931)

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, la variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie a totalisé une génération de 4,9 millions de dollars, comparativement à une utilisation de 0,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

7.1 Activités d'exploitation

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation se sont élevés à 7,3 millions de dollars comparativement à 3,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation de 4,2 millions de dollars des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation est principalement attribuable à l'augmentation de 2,9 millions de dollars du résultat net par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La différence restante est liée à des différences temporelles dans les variations des éléments du fonds de roulement.

7.2 Activités d'investissement

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 1,2 million de dollars, comparativement à 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la trésorerie utilisée est due à la cession d'autres actifs pour un montant de 0,5 million de dollars au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'augmentation de 0,4 million de dollars de la trésorerie utilisée pour l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice actuel.

7.3 Activités de financement

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 1,4 million de dollars, contre 2,9 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la trésorerie utilisée est due à une réduction des remboursements de la facilité de crédit et de la dette à long terme.

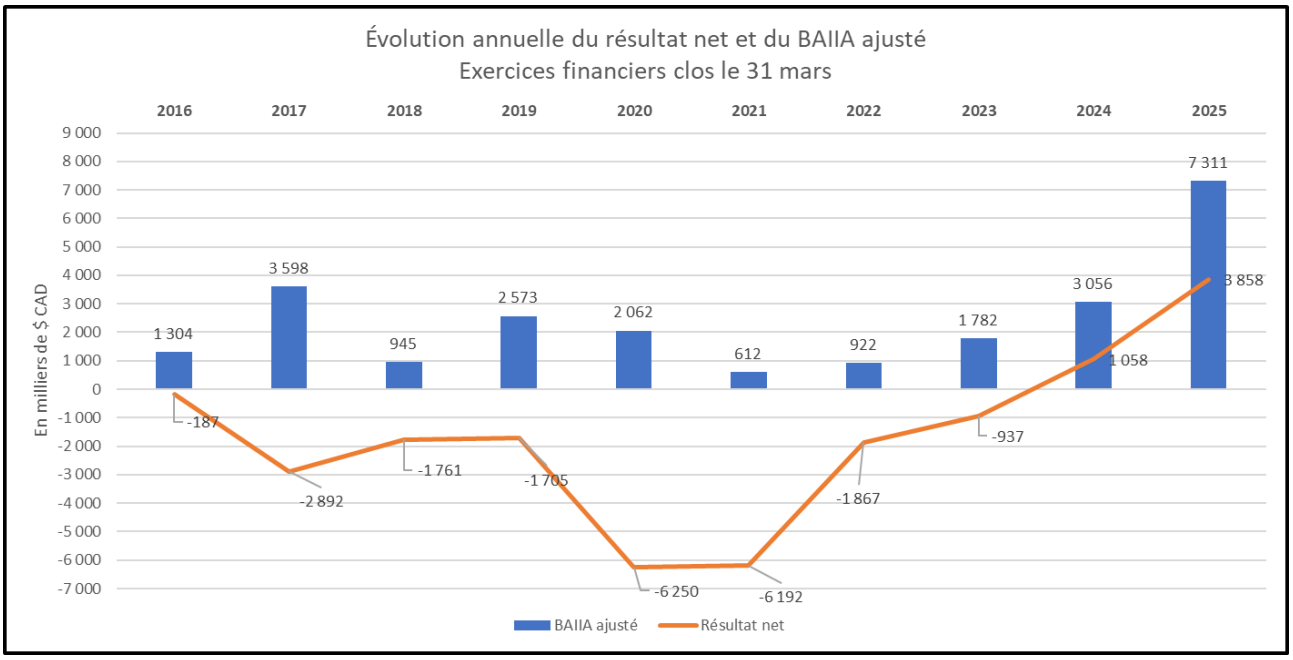
Au 31 mars 2025, le taux d'intérêt effectif de la dette à long terme était de 2,32 % (11,05 % au 31 mars 2024). Pour la période de douze mois close le 31 mars 2025, les charges d'intérêts sur la dette à long terme imputées au résultat net se sont élevées à 0,1 million de dollars, comparativement à 0,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

8 MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX IFRS

La Société a recours à deux mesures de performance financière non conformes aux IFRS dans le présent rapport de gestion et d'autres formes de communications. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent difficilement être comparées à des mesures portant un nom semblable présentées par d'autres sociétés. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces mesures visent à élargir, et non à remplacer, l'analyse des résultats financiers présentés conformément aux IFRS. La direction a recours tant aux mesures conformes aux IFRS qu'aux mesures non conformes aux IFRS dans le cadre de la planification, de la surveillance et de l'évaluation de la performance de la Société. Les deux mesures de performance non conformes aux IFRS sont les suivantes :

1) Le BAIIA représente le bénéfice avant l'intérêt et le financement, les impôts sur le résultat et l'amortissement. Le BAIIA est ajusté pour tenir compte d'éléments qui ne sont pas nécessairement indicatifs de la performance opérationnelle sous-jacente de la Société. Étant donné qu'il n'existe pas de méthode généralement reconnue de calculer le BAIIA, cette mesure n'est pas nécessairement comparable à des mesures portant un nom semblable utilisées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ajusté fournit de l'information utile et complémentaire, qui peut servir, notamment, à évaluer la rentabilité et les flux de trésorerie d'exploitation. Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA ajusté et le résultat net :

	Périodes de trois mois		Périodes de douze mois	
	2025	2024	**2025**	2024
Résultat net	**720**	585	**3 858**	1 058
Amortissement des immobilisations corporelles	**320**	191	**1 216**	1 039
Amortissement des immobilisations incorporelles	**151**	149	**567**	720
Charges financières	**61**	97	**452**	590
Impôts sur le résultat	**5**	–	**26**	7
Paiements fondés sur des actions	**143**	30	**200**	63
Perte de change	**206**	46	**615**	57
Coûts de restructuration	**(28)**	–	**377**	–
BAIIA ajusté	**1 578**	620	**7 311**	3 056



2) La marge BAIIA ajusté est utilisée pour évaluer la capacité de l'entreprise à générer un BAIIA ajusté. Le calcul est effectué en divisant BAIIA ajusté par le total des revenus.

3) La marge bénéficiaire brute permettent toutes deux d'évaluer la capacité de la Société à générer de la trésorerie par la vente de ses produits en considérant le coût des produits (voir le tableau à la section 6.2).

9 CAPITAL SOCIAL EN CIRCULATION (10 JUIN 2025)

	Actions ordinaires de catégorie A
Actions ordinaires de catégorie A en circulation	221 939 573
Instruments convertibles	
Options d'achat d'actions en cours	4 429 500
	226 369 073

10 STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, SOCIÉTÉ ET GOUVERNANCE (ESG)

La Société s'engage à mener ses activités de manière éthique, légale et responsable sur le plan social, par l'adoption d'une approche toujours plus responsable en favorisant, accélérant et facilitant l'intégration des principes du développement durable à son modèle d'affaires.

Les questions ESG sont imbriquées les unes dans les autres et doivent être traitées par toutes les entreprises citoyennes responsables. La Société reconnaît que les questions ESG ont acquis une plus grande importance auprès des investisseurs, des décideurs et d'autres parties prenantes clés, car elles sont considérées comme un moyen de protéger les entreprises contre les risques futurs. Les trois piliers des questions ESG pour D-BOX sont les suivants :

« E » ou Environnement se rapporte à la consommation d'énergie, aux déchets, à la pollution et à la conservation des ressources naturelles de la Société;

« S » ou Société examine la façon dont la Société interagit avec les collectivités où elle mène ses activités, et les politiques internes de la Société liées au travail, à la diversité et à l'inclusion, entre autres;

« G » ou Gouvernance se rapporte aux pratiques et politiques internes qui conduisent à une prise de décision efficace et au respect de la loi. Les questions ESG facilitent la croissance du chiffre d'affaires de la Société à long terme, attirent les talents, réduisent les coûts et forgent un sentiment de confiance parmi les consommateurs.

D-BOX a adopté une approche proactive en mettant en place des politiques et des comportements liés à l'environnement et à la durabilité, au bien-être, à la diversité et à l'éthique. Ces politiques et ces comportements sont décrits dans la notice annuelle datée du 10 juin 2025 disponible sur SEDAR au www.sedarplus.ca.

11 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS IMPORTANTS

Jugements et estimations importants

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction de la Société qu'elle pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses susceptibles d'avoir une incidence tant sur les montants des actifs et des passifs à la date du bilan, que sur ceux des revenus et des charges.

Jugements

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a exercé le jugement suivant qui a un effet important sur la valeur comptable des actifs et des passifs présentés dans les états financiers consolidés.

Contrats de location

La Société a conclu, en tant que bailleur, des contrats de location de ses systèmes de mouvement. La Société a déterminé, sur la base de son évaluation des modalités des contrats, telles que la durée des contrats de location et les paiements de loyers minimums, qu'elle pourrait conserver ou non la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des systèmes visés par des contrats de location. La Société a donc comptabilisé ces contrats comme des contrats de location simple ou des contrats de location-financement, selon ce qu'elle jugeait approprié.

Immobilisations incorporelles

Les frais de développement liés à la technologie de mouvement D-BOX sont inscrits à l'actif conformément à la méthode comptable décrite à la note 3.12 dans les états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à inscrire à

l'actif, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux revenus prévus.

Estimations

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu dans le cadre de la détermination des valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les montants définitifs figurant dans les futurs états financiers consolidés de la Société peuvent être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations retenues concernent la dépréciation des actifs non financiers ainsi que la provision pour pertes de crédit attendues.

Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation des actifs non financiers lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, laquelle est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation.

Provision pour pertes de crédit attendues sur les comptes clients

La Société a recours à une matrice pour calculer les pertes de crédit attendues à l'égard des comptes clients. Les taux de dotation sont établis en fonction du nombre de jours en souffrance pour des regroupements de clients de segments variés dont les profils de pertes sont semblables (p. ex. selon la région, le type de client, la cote financière du client et la couverture par une assurance-crédit). La matrice de calcul est initialement fondée sur l'historique des taux de défaillance observés par la Société. La Société adaptera la matrice de calcul afin d'ajuster ses pertes de crédit historiques en tenant compte d'informations prospectives. À chaque date de clôture, l'historique des taux de défaillance observés est mis à jour et les changements dans les estimations prospectives sont analysés. L'évaluation de la corrélation entre les taux de défaillance historiques observés, la conjoncture économique prévue et les pertes de crédit attendues représente une estimation importante. Le montant des pertes de crédit attendues est sensible aux changements de circonstances et à la conjoncture économique prévue. Les pertes de crédit historiques de la Société et la conjoncture économique prévue pourraient ne pas être représentatives des taux de défaillance réels des clients à l'avenir. Les renseignements à l'égard des pertes de crédit attendues sur les comptes clients sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés.

Détermination du taux d'emprunt marginal utilisé pour évaluer les passifs de location

La Société ne peut pas déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location, elle utilise donc son taux d'emprunt marginal (IBR) pour évaluer les passifs de location. L'IBR est le taux d'intérêt que la société devrait payer pour emprunter sur une durée et avec une garantie similaires les fonds nécessaires pour obtenir un actif d'une valeur similaire à celle de l'actif du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire. L'IBR reflète donc ce que la société « devrait payer », ce qui nécessite une estimation lorsqu'aucun taux observable n'est disponible ou lorsqu'ils doivent être ajustés pour refléter les termes et conditions du contrat de location. La Société estime l'IBR en utilisant des données observables (telles que les taux d'intérêt du marché) lorsqu'elles sont disponibles et doit procéder à certaines estimations spécifiques à l'entité (telles que la notation de crédit autonome de la filiale).

Comptabilisation des avantages fiscaux différés

Les actifs d'impôts différés, y compris ceux résultant de pertes fiscales inutilisées, exigent de la direction qu'elle évalue la probabilité que la société génère des bénéfices imposables au cours des périodes futures. Les estimations des bénéfices imposables futurs sont basées sur les flux de trésorerie prévisionnels provenant des opérations et sur l'application des lois fiscales en vigueur dans chaque juridiction. Dans la mesure où les flux de trésorerie et le revenu imposable diffèrent de manière significative des estimations, la capacité de la société à réaliser les actifs d'impôts différés nets enregistrés dans l'état de la situation financière à ce jour, s'il y en a, pourrait être affectée.

12 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui rapportent des intérêts aux taux du marché et du taux d'intérêt variable de la dette à long terme. La Société n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Sur une base annuelle, une variation de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence de 75 $ sur le résultat net pour l'exercice clos le 31 mars 2025 [incidence de 24 $ pour l'exercice clos le 31 mars 2024].

La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêt gagnés sur les fonds excédentaires tout en maintenant les liquidités nécessaires à la poursuite de ses activités sur une base quotidienne.

Risque de crédit

La Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par de tierces parties. La Société évalue la solvabilité de ses clients pour limiter le montant du crédit offert, le cas échéant, et établit une provision pour pertes de crédit attendues suffisante pour couvrir les pertes probables et raisonnablement estimées. En outre, la Société assure généralement les soldes de ses créances auprès d'Exportation et développement Canada. Au 31 mars 2025, trois clients représentaient 39 % du total des comptes clients et 33 % des comptes clients étaient assurés à hauteur de 96 % [au 31 mars 2024, trois clients représentaient 30 % du total des comptes clients et 26 % des comptes clients étaient assurés à hauteur de 90 %]. Par le passé, la Société n'a jamais eu à sortir du bilan un montant appréciable de comptes clients. Au 31 mars 2025, le total des comptes clients en souffrance depuis plus de 90 jours était de 7 % [17 % au 31 mars 2024]. Au 31 mars 2025, la provision pour pertes de crédit attendues de la Société s'élevait à 254 $ [225 $ au 31 mars 2024]. Les créances incluaient les crédits d'impôt à l'investissement, les taxes à la consommation et l'aide gouvernementale à recevoir, et n'étaient pas exposées à un risque de crédit important. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus principalement auprès d'un nombre restreint de banques à charte canadiennes.

Risque de change

La Société court un risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients, des dépôts et des fournisseurs libellés en dollars américains. Au 31 mars 2025, des actifs financiers, principalement e la trésorerie, des comptes clients, des dépôts à court terme, et des fournisseurs libellés en dollars américains, totalisaient respectivement 1 533 $ US, 3 311 $ US et 125 $ US [respectivement 1 769 $ US, 2 834 $ US et 107 $ US au 31 mars 2024] et les passifs financiers libellés en dollars américains totalisaient 1 680 $ US [1 263 $ US au 31 mars 2024]. Au 31 mars 2025, une augmentation ou une diminution de 10 % du taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence de 473 $ [466 $ au 31 mars 2024] sur le résultat net.

De plus, la Société a recours à des instruments financiers dérivés afin d'atténuer le risque de change. La Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Elle est toutefois d'avis que ces instruments dérivés couvrent en partie le risque de

change connexe à l'égard de ces opérations. Au 31 mars 2025, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale variant de 6 200 $ US à 6 700 $ US [de 5 600 $ US à 6 425 $ US au 31 mars 2024] lui permettant de vendre des dollars américains à un taux de change du dollar canadien variant de 1,3580 à 1,4000 [1,3200 à 1,3720 au 31 mars 2024], échéant d'avril 2025 à mai 2026 [d'avril 2024 à février 2025 au 31 mars 2024].

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci sont exigibles. La Société gère ses liquidités de manière à régler ses passifs lorsqu'ils sont exigibles en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés. Au cours des derniers exercices, la Société a financé ses besoins en liquidités principalement par l'émission de titres de créance et de titres de capitaux propres. La Société estime qu'elle dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses obligations de fonds de roulement et poursuivre ses activités pour les douze prochains mois.

Au 31 mars 2025, les passifs financiers de la Société qui étaient assortis d'une échéance contractuelle de moins d'un an étaient constitués de la facilité de crédit, des fournisseurs et charges à payer, des instruments financiers dérivés, de la tranche courante des obligations locatives et de la tranche courante de la dette à long terme et s'élevaient à 6 493 $ [5 908 $ au 31 mars 2024]. Les passifs contractuels non courants comprenaient des obligations locatives d'un montant de 3 581 $ [3 831 $ au 31 mars 2024; se reporter à la note 13 pour l'échéance des paiements de loyers] et d'une dette à long terme d'un montant de 920 $ [1 964 $ au 31 mars 2024; se reporter à la note 14 pour l'échéance des paiements de la dette]. Conformément aux dispositions du contrat de location de bureaux amendé, pour le projet de rénovation entrepris par la Société, celle-ci a fourni une lettre de crédit de 375 000 $ au bailleur avec la BNC. La lettre de crédit expire le 30 avril 2025.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances, de la facilité de crédit et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à taux variable se rapproche de sa valeur comptable puisque les modalités sont comparables à celles du marché actuel.

La juste valeur de la dette à long terme portant intérêt à taux fixe correspond à la valeur actualisée nette des paiements contractuels de capital calculée à l'aide d'un taux de 10 %, ce qui équivaut à un montant d'environ 1 072 $.

13 RISQUES ET INCERTITUDES

En raison de la nature internationale de nos activités, nous sommes exposés à des changements politiques, économiques et réglementaires qui pourraient avoir un impact sur nos revenus, nos coûts, nos dépenses et notre situation financière globale. Nos performances sont très sensibles à la conjoncture économique mondiale et à la demande de matériel et de logiciels technologiques, ainsi qu'à l'accès continu aux marchés sur lesquels nous opérons. Des conditions macroéconomiques défavorables - telles que l'évolution des structures tarifaires, des taux d'intérêt ou des préoccupations liées à la récession - pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Les investisseurs doivent analyser attentivement les facteurs de risque suivants en plus des autres informations contenues dans notre formulaire d'information annuel. Ces risques et incertitudes ne sont pas les seuls susceptibles d'affecter la société. D'autres risques et incertitudes qui sont actuellement inconnus ou que la Société juge non significatifs pourraient potentiellement avoir un impact sur les activités commerciales de la Société et faire baisser le prix de ses actions. La matérialisation de l'un des risques suivants pourrait avoir un impact sur les activités de la Société et un impact négatif sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Dans ce cas, le prix des actions de la société pourrait diminuer.

1. Réglementation du commerce international

2. Concentration des clients
3. Dépendance à l'égard des fournisseurs
4. Taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain
5. Capacité à mettre en œuvre la stratégie
6. Préférences et tendances des consommateurs
7. Conditions politiques, sociales et économiques
8. Alliances stratégiques
9. Concurrence
10. Accès au contenu
11. Normalisation des technologies
12. Besoins de financement futurs
13. Endettement
14. Crises sanitaires mondiales
15. Garanties, rappels et réclamations
16. Dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail
17. Juridique, réglementaire et litiges
18. Propriété intellectuelle
19. Risque de réputation lié aux médias sociaux

Voir la section 3.3 « Événements récents » pour une discussion sur les tarifs douaniers imposés par l'administration américaine et les risques et incertitudes qui y sont liés.

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la section « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société datée du 10 juin 2025, qui est disponible sur www.sedarplus.ca. Le présent document doit être lu conjointement avec les facteurs de risque décrits dans la notice annuelle 2025, qui sont par la présente incorporés par référence.

14 ÉVENTUALITÉ

Dans le cours normal de ses activités. La Société est partie à des poursuites et à d'autres procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement qui en résulterait n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

15 CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la Société a produit des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du président et chef de la direction et du chef des finances, en particulier dans la période au cours de laquelle les documents annuels sont préparés. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ont conclu, d'après leur évaluation, que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2025.

La direction a également conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers consolidés à des fins externes

selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et ont conclu, d'après leur évaluation, que ce contrôle interne était efficace en date du 31 mars 2025.

Finalement, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'exercice allant du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

16 INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 10 juin 2025. Des renseignements supplémentaires sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les marques de commerce D-BOX, HAPTICODE, HAPTISYNC, FEEL IT ALL, MOVE THE WORLD, VIVEZ L'ACTION, HEMC et D-BOX MOTION CODE, que ce soit sous forme de texte ou sous forme graphique, sont la propriété de D-BOX et dans la plupart des cas, sont des marques déposées ou dans le processus d'être enregistrées au Canada et dans la plupart des pays ou territoires dans lesquels ces marques de commerce sont utilisées.

Tous les aspects des effets de mouvement D-BOX sont protégés par le droit d'auteur.